

“ MANDELA NOUS A QUITTES... IL EST MAINTENANT EN PAIX” P6



TR TOGO

TR 130 du 06 décembre 2013



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Le pari d'une actualité qui réveille



Sommet sur la paix et la sécurité en Afrique/ Avant le début des travaux, aujourd'hui

FAURE GNASSINGBE A PRIS PART HIER A UNE TABLE RONDE RESTREINTE SUR LA "LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE" P2

Vers une guerre ouverte entre les élèves des établissements publics et privés

LA RESPONSABILITE DES ENSEIGNANTS DU PUBLIC TOTALEMENT ENGAGEE P2

Nouvelle tournure dans la Crise Scolaire Fausse route et irresponsabilité du « Plan B »

INCAPABLES D'ORGANISER UNE MARCHE LES ENSEIGNANTS ENVOIENT LES ELEVES DANS LA RUE P2

LES ECHOS DE LA FOIRE P5

Cérémonie de remise de kits a 700 jeunes artisans à Blitta
FAURE GNASSINGBE PROMET DES CENTRES ARTISANAUX ET DES BOURSES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL AUX ARTISANS P3

Accidents de Circulation AU TOGO 2 PERSONNES MEURENT ET 24 AUTRES SE BLESSENT DANS 16 ACCIDENTS CHAQUE JOUR P4

Vers une guerre ouverte entre les élèves des établissements publics et privés LA RESPONSABILITE DES ENSEIGNANTS DU PUBLIC TOTALEMENT ENGAGEE

C'est désormais une réalité patente, le mouvement des enseignants qui lancent des grèves et autres suspensions abusives des cours, n'est pas partagé par la majorité des acteurs du secteur de l'enseignement primaire et secondaire. Après les syndicales de base, comme le SYNTET (Syndicat national des Travailleurs de l'Enseignement du Togo) qui se s'est ouvertement opposé au blocage systématique des cours, c'est au tour de plusieurs responsables des établissements du public et du privé de montrer qu'ils n'adhèrent pas à la stratégie de l'Union des Syndicats de l'Education du Togo (USET) qui a conduit à des grèves avec des incidences sur les salaires. Depuis mercredi et jeudi, plusieurs enseignants qui ont vu leurs salaires amputés conformément à la loi (pour cause de grève), ont poussé dans les rues les élèves de certains établissements publics de certaines villes comme Tsévié, Mango, Vogan, Bassar, Vogan et Lomé. Si généralement cette descente des élèves a manqué son coup et n'a apporté aucune solution aux problèmes des enseignants, c'est beaucoup plus à Lomé qu'elle a créé une situation qui devrait faire réfléchir ces souterrains initiateurs. Au lieu de créer une solidarité générale en faveur des enseignants, la descente musclée des élèves manifestants a créé une situation de division non seulement au sein même des cadres enseignants mais surtout dans le milieu scolaire où il ya eu affrontements entre élèves. Le cas le plus éloquent est celui du Lycée de Gbégédji dont les élèves n'ont pas accepté d'être délogés par ceux du Lycée d'Ablogamé qui ont cru naïvement devoir prendre la lutte des enseignants à leur compte. Plus de quatre élèves ont été blessés par leurs amis et plusieurs dégâts ont été enregistrés.

Après ce drame, sous les directives des enseignants qui menacent et considèrent comme faits les cours qui devaient être dispensés pendant les jours de grève, plusieurs élèves sont descendus hier matin dans les rues, puis se sont dirigés vers les établissements privés pour délogés les élèves et empêcher les cours. Si ces attaques ont abouti dans certains établissements de Lomé comme les Collèges Saint Joseph et Notre Dame des Apôtres, elles ont échoué dans d'autres établissements qui ont pris soins de barricader les entrées et d'organiser une riposte en cas de besoins.

Dans la journée d'hier, plusieurs chefs d'établissement privés sont montés au créneau pour dire leur indignation face à cette irresponsabilité des enseignants du public qui envoient leurs élèves dans les rues pour revendiquer à leur place.

Dans la foulée, les informations qui nous parviennent font été de la détermination des élèves et du corps enseignant des établissements privés à poursuivre les cours normalement, quitte à se livrer, au besoin, à une guerre contre les élèves envahisseurs.

La situation devient préoccupante devant ce qui s'apparente à un face à face entre élèves.

Il urge que le ministère de la sécurité prennent des dispositions pour arrêter ce drame qui ne dit pas son nom. Il est également important que les chefs d'établissements publics prennent leur disposition pour que ce chantage des professeurs qui consiste à, pousser les élèves dans la rue, cessent afin d'éviter ce qui est arrivé à ville de Dapaong avec la mort de deux élèves lors des mouvements similaires organisés en sourdine par les enseignants pour attaquer le commissariat et la mairie de la ville.

Patrick NIMA

Sommet sur la paix et la sécurité en Afrique/ Avant le début des travaux, aujourd'hui FAURE GNASSINGBE A PRIS PART HIER A UNE TABLE RONDE RESTREINTE SUR LA "LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE"



Arrivé mercredi après-midi dans la capitale française, le Président Faure GNASSINGBE prend part ce vendredi au sommet sur la "paix et la sécurité" en Afrique, une initiative du président français François Hollande, qui a réuni pour la circonstance autour de lui une cinquantaine de Présidents et de chefs de gouvernement africains.

Hier jeudi et en prélude au sommet proprement dit, le Président Faure GNASSINGBE a activement participé à une table ronde qui s'est déroulée à huis clos et qui a porté sur la "lutte contre le braconnage et le trafic des espèces menacées". Organisée par Philippe Martin, ministre français de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et Nicolas Hulot, envoyé spécial du président français pour la protection de la planète, cette rencontre a réuni à l'Hôtel de La Marine, neuf chefs d'Etat et de gouvernement, dix ministres, une ambassade et six organisations internationales. Seuls 21 pays (la France y compris) ont pris part à ce travaux.

Dans ce domaine, il faut rappeler que le Togo s'est engagé ces dernières années dans une lutte

accrue contre le braconnage et le trafic des espèces menacées.

En Août dernier, l'unité mixte de police-gendarmerie et de douane, en collaboration avec les services du Ministère de l'Environnement, avait saisi une impressionnante quantité d'ivoire estimée à plus de 725 kilogrammes et appréhendé deux présumés trafiquants dans le cadre d'une opération dont le succès n'a pas manqué de susciter de réactions positives à travers le monde.

Plusieurs autres saisies ont été opérées en février 2011, puis en janvier et avril 2013.

Outre ces saisies, le Togo a pris plusieurs mesures administratives, réglementaires et diplomatiques pour avoir toutes les informations lui permettant d'entreprendre des actions judiciaires contre les personnes qui seraient impliquées dans ce trafic. Le premiers cas concerne le stock de 24 tonnes de pointes d'ivoire qui aurait été transité du Port Autonome de Lomé avant d'être saisi en décembre 2012 en Malaisie. L'auteur présumé de cet important trafic est en prison.

Le Togo, pays de transit, est très

actif et la volonté politique de combattre la criminalité transfrontalière et le trafic illégitime international de tout genre porte déjà des fruits satisfaisants. Mais cette lutte dépasse les seules capacités togolaises. Pour être plus efficace, cet engagement doit être soutenu par une coopération internationale plus fournie. Et c'est sans doute le sens qu'il faut donner à la rencontre restreinte d'hier.

L'argent de ce trafic illégitime, selon les Nations Unies, sert à financer le terrorisme international. Le Togo qui a adhéré à la CITES (Convention de Washington sur le commerce international des espèces menacées d'extinction) depuis octobre 1978, a sans doute une voix qui porte. En février 2012 et contre toutes ces formes de crimes organisés, le Président Faure Gnassingbé, avait proposé lors du débat au Conseil de sécurité que soit créé un Groupe de Contact International en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Estimant que cette partie du monde était devenue la plaque tournante pour les trafics de tout genre.

A partir d'aujourd'hui et jusqu'à demain, débute le sommet proprement dit sur la "paix et la sécurité" en Afrique.

Ouvert à toutes les délégations, il sera l'occasion d'aborder plusieurs sujets notamment la situation dans certains pays dont la Centrafrique (où il y a urgence d'une intervention militaire internationale), la Libye et le Mali. D'autres grandes questions telles que la piraterie maritime, le terrorisme et les trafics de tout genre, feront l'objet de réflexion et de prise de décisions. Les travaux pourront déboucher sur la création d'une force africaine d'intervention rapide.

Germain POULI

Nouvelle tournure dans la Crise Scolaire Fausse route et irresponsabilité du « Plan B » INCAPABLES D'ORGANISER UNE MARCHÉ LES ENSEIGNANTS ENVOIENT LES ELEVES DANS LA RUE



C'est un véritable scandale que d'utiliser des élèves inconscients des dangers des manifestations de rue pour arriver à ses fins, celles d'obtenir de son employeurs, l'Etat, l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Les enseignants des établissements publics sont allés trop loin, en envoyant dans les rues les enfants qu'ils sont chargés d'éduquer. Lâches et incapables, ils n'osent pas descendre eux-mêmes dans la rue pour marcher et exiger leurs droits. Ils ont choisi le chemin de la facilité, de

l'inconscience, de l'irresponsabilité et du gangstérisme : se servir des enfants dont la moyenne d'âge est largement inférieure à 15 ans comme bouclier humain, appât et dernière cartouche envers un employeur sur lequel ils ont trop tôt grillé leurs dernières cartouches. La nouvelle stratégie de pression dite « Plan B » dans les milieux enseignant n'est ni, plus ni moins qu'une méthode déloyale et irresponsable. Elle est d'autant plus grave et méprisante, qu'il y a quelques mois et dans les mêmes circonstances, deux élèves avaient trouvé la mort dans une manifestation de même nature dirigée vers le commissariat et la mairie de Dapaong.

Le « Plan B » ou la nouvelle voie choisie par ces enseignants qui « considèrent les cours comme faits » est également la négation du droit des autres à poursuivre les cours normalement. En envoyant les élèves déloger de force leurs camarades, ils engagent totalement leur responsabilité dans les drames qui surviennent et qui ont déjà causé des dégâts au Lycée de Gbégédji.

Si la grève est un droit reconnu par la Constitution, le droit des autres à vaquer librement à leurs occupations est aussi reconnu par la même loi fondamentale togolaise.

Patrick NIMA

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITE

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIABLE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

LA COLOMBE

La Colombe

Cérémonie de remise de kits à 700 jeunes artisans à Blitta FAURE GNASSINGBE PROMET DES CENTRES ARTISANAUX ET DES BOURSES DE PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL AUX ARTISANS



Faure Gnassingbé remettant le kit d'outillage à un bénéficiaire



Faure Gnassingbé et Victoire Dogbé lors des échanges avec les artisans

Les artisans étaient à l'honneur le samedi 30 novembre dernier. 700 d'entre eux ont, dans le cadre du Projet d'Appui à l'Insertion Socioprofessionnelle des Jeunes Artisans (PAISJA), reçu leur kits d'outillages destinés à faciliter leur insertion socioprofessionnelle. La cérémonie qui a pris l'allure d'une grande célébration festive, a eu lieu sur le terrain du Lycée de Blitta, et a été présidée par le Chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE, en présence des membres du gouvernement, des députés à l'Assemblée nationale, des représentants des organisations internationales et des partenaires techniques et financiers. L'ambiance qui était celle des grands jours a été marquée par des moments forts, tels l'entretien avec les représentants d'ouvriers et la remise des kits à un échantillon d'artisans.

700 jeunes artisans outillés pour la promotion de l'auto emploi

Ces 700 jeunes artisans, menuisiers, soudeurs, mécaniciens, coiffeurs, couturiers et maçons sont issus de 11 préfectures, notamment Avé, Zo, Golfe, Sotouboua, Tone, Onkassé, Haho ; Ogou, Kozah, Kéran et bien entendu Blitta. Les kits, d'une valeur totale de plus de 210 millions de francs CFA sont composés de postes à

souder, de règles métallique, de règles perroquets, des scies à dos, de rabots double, de limes plates, de tondeuses électriques et de clé à laine et sont le fruit de la collaboration entre l'Etat togolais, la Présidence de la République et le PNUD dans le cadre du PAISJA. « L'objectif de ce projet est de contribuer à la création de la richesse et à la réduction de la pauvreté dans notre pays. Plus spécifiquement, il vise à générer des emplois directs et indirects ; et donc à résorber le chômage parmi les jeunes qui ont choisi les métiers de l'artisanat comme voie de leur insertion en leur facilitant l'accès aux moyens de production et de travail », a précisé Mme Victoire TOMEGA-H-DOGBE, ministre en charge de l'artisanat.

Les 700 jeunes artisans ont, tout comme les 1300 autres avant eux, au préalable, suivi une formation en entrepreneuriat, techniques de création et de gestion de micro entreprises. Ces kits mis à leur disposition sont des prêts subventionnés en nature à un taux d'intérêt bonifié de 9%. Les bénéficiaires ne remboursent que le 1/3 du capital. Pour Madame DOGBE, c'est une manière pour l'Etat d'encourager les jeunes à entreprendre. Car, « le moyen le plus sûr de trouver un emploi, c'est de le créer soi-même », a-t-elle souligné.

dans les zones rurales. Le secteur artisanal qui accompagne celui de l'agriculture par la fourniture des biens et services a connu depuis 2005 une nouvelle ère avec la mise en place des financements, des centres de promotion de l'artisanat (Agou Gnongbo et Dapaong), des Collèges d'Enseignement Technique, la CECA, ainsi que l'élaboration de la politique nationale du développement de l'artisanat et du code de l'artisanat.

Dans la même lignée, les échanges entre le Chef de l'Etat et les délégués d'artisans à Blitta, empreints de franchise ont permis d'aborder les problèmes qui minent le secteur : manque de locaux et de moyens roulants, absence de financements pour le fonctionnement des chambres de métiers et des GIPATO, les problèmes administratifs et d'écoulement des produits etc. Tout cela a abouti à des résolutions qui vont propulser l'artisanat togolais dans une dimension internationale. Il s'agit d'offrir aux artisans des bourses de perfectionnement vers la Chine, de la création des centres artisanaux pour assurer la commercialisation des produits et de doter les Chambres Régionales des Métiers de bâtiments.

Le Projet d'Appui à l'Insertion Socioprofessionnelle des Jeunes Artisans vise à couvrir, sur une période de 5 ans, 5.000 artisans à raison de 1.000 par an.

De francs échanges, des résolutions d'avenir

Dans la matinée de ce samedi, le Président de la République a rencontré, dans la grande salle de la maison des jeunes de Blitta, environ 130 délégués des artisans du Togo. Plantant le décor, Mme Sidémého Victoire TOMEGA-H-DOGBE, Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes a rappelé que les métiers de l'artisanat, 175 au total, mobilisent 500.000 personnes au Togo et participent à la résorption du chômage par la création d'emploi, surtout

Le bilan : Récompenser les bons payeurs pour motiver les retardataires

Cette cérémonie de remise de kits d'outillages n'est pas la première du genre. Avant ces 700 jeunes, trois autres vagues, soit 1300 artisans provenant de toutes les régions du Togo avaient reçu des kits d'une valeur de 293 millions de francs CFA. Parmi eux, certains ont fini leur remboursement, soit le 1/3 de la valeur du crédit. Ils ont reçu des diplômes des mains du Chef de l'Etat pour les encourager et motiver les autres artisans bénéficiaires à leur emboîter le pas.

Paul KATASSOLI

Salon National de l'Artisanat LA 6 E EDITION SE DEROULE SUR LE SITE DE LA FOIRE

L'artisanat occupe une place importante au cours de cette 11e Foire Internationale de Lomé. En effet le 6e Salon National de l'Artisanat (SANA) se déroule au même moment que la foire au CETEF. Ce salon est placé sous le thème « l'artisanat togolais au service du développement économique et social ». La matinée de mercredi dernier a été réservée à ce secteur. Mme la Ministre Victoire Dogbé du développement à la Base était aussi présente à cette journée. Selon Mme victoire Dogbé, l'artisanat togolais occupe aujourd'hui une place importante dans notre pays. Avec plus de 175 activités artisanales, il lutte contre le chômage à travers la promotion des micros et petites entreprises. Il valorise aussi les ressources locales. « L'artisanat joue un rôle dans la pérennisation de l'identité nationale ; il conserve et promeut le patrimoine culturel et participe au développement du tourisme. », a ajouté la ministre. Ses multiples apports qui

participent au développement du pays amènent les autorités à lui accorder alors une importance particulière.

Pour le directeur de l'artisanat, la journée de l'artisanat est retenue pendant le SANA, donc pendant la FIL pour faire le point sur le secteur et échanger sur des thèmes pertinents et d'actualité relatifs à l'artisanat. Le directeur a aussi annoncé le concours de meilleur présentateur de stand d'exposition, c'est-à-dire le meilleur stand d'exposition attractif. Ce concours vise à professionnaliser la participation des artisans aux foires.

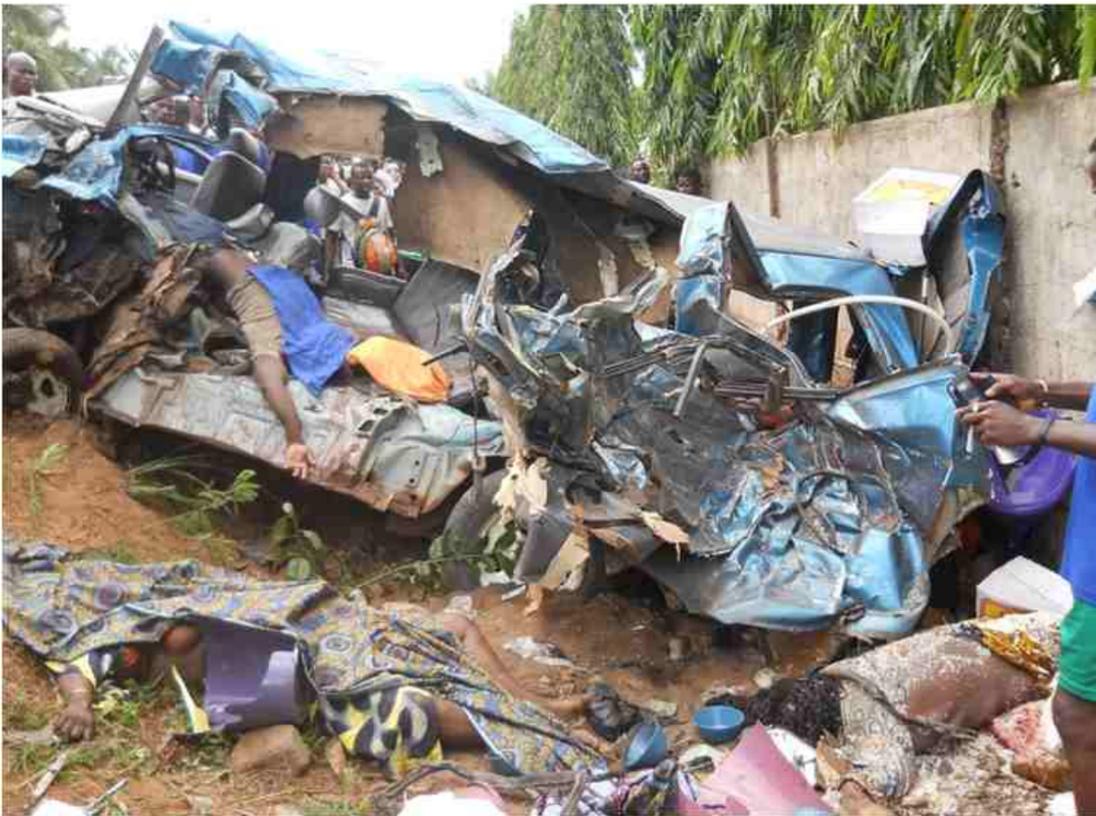
Après la visite des stands par des officiels, les participants à cette journée ont suivi une communication sur le thème : « contribution de la Délégation à l'Organisation du secteur Informel (DOSI) à la promotion socio-économique des acteurs de l'artisanat au Togo ».

Londou KAWANA

Drame des Accidents de Circulation sur les routes togolaises

TRISTE REALITE

Au Togo 2 Personnes meurent et 24 autres se blessent dans 16 accidents chaque jour



En novembre dernier, les ministères de la Sécurité et de la Protection civile et des Transports et des Travaux Publics, ont organisé conjointement à Sokodé une journée de Réflexion et de Sensibilisation sur les Accidents de circulation au Togo. Il ressort de cette assise qui a réuni tous les acteurs intéressés par la question, que de janvier à septembre 2013, les routes togolaises ont été assez meurtrières. Des chiffres alarmants nous montrent qu'en neuf mois, il y a eu sur les routes togolaises, on a dénombré 4295 accidents qui ont causé 516 décès et 6395 blessés.

Ces chiffres révèlent la triste contribution du Togo au bilan de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui établit que chaque année, près de 1,14 million de personnes décèdent dans un accident de la route et 20 à 50 millions d'autres sont blessées, parfois même handicapées dans le monde.

En Afrique, l'OMS estime que 22 personnes meurent toutes les 60 minutes des suites d'accidents de la route, soit près de 200.000 décès par année.

Face à l'ampleur, il apparaît nécessaire pour les ministères concernés de prendre des mesures pour freiner l'hécatombe. Des études montrent que les décès dus aux accidents de la route sont en pleine croissance et s'accroissent de 80% entre 1990 et 2020.

Ces trois dernières années, le bilan a été des plus lourds (voir l'encadré)

Les Motos ont plus tué que les Poids légers et les Poids lourds

Selon les statistiques livrées par les services de la sécurité et du transport routier, dans une rubrique que nous publions également pour vous et qui recense les accidents par catégorie d'engins, on constate que les plus importants dégâts humains ont été causés par les accidents de motos. En neuf mois les accidents de moto sont chiffrés 2203 et ont causé 228 de décès et 3087 blessés. Dans

ce classement les motos ont été suivies par les poids légers qui ont fait 1584 accidents provoquant au passage 179 décès et 2446 blessés. Les poids lourds quant à eux sont à l'origine de 508 accidents qui ont fait 109 morts et 812 blessés.

Les Causes des Accidents

Il est constant que les accidents de la circulation sont la plupart du temps provoqués par trois types de facteurs sont constamment cités comme étant à l'origine des accidents sur les routes togolaises.

D'abord les facteurs environnementaux concernant notamment l'état des routes, les aléas climatiques, les infrastructures routières et autres. En second lieu viennent les facteurs humains c'est-à-dire le non respect des prescriptions du code de la route (conduite en état d'ébriété, excès de vitesse, défaut de port de ceinture de sécurité, usage de téléphone mobile au volant, défaut de port de casque, conduite sans ou avec permis non approprié,....). Et viennent enfin les facteurs techniques liés à l'état de vétusté des véhicules mis en circulation, les visites techniques non à jour, la défaillance du système de freinage, etc.

Dans le cas du Togo, à ces facteurs précités peut s'ajouter on peut y ajouter le facteur organisationnel lié entre autre à la suspension des mesures de répression notamment des contrôles sur les axes routiers par la Police et la Gendarmerie, les Contrôles pratiqués par les syndicats sans efficacité sur le terrain.

D'autres causes, dites apparentes viennent également expliquer cette situation déplorable sur nos routes. Il s'agit essentiellement le défaut de maîtrise, le refus de priorité à droite, les excès de vitesse, les dépassements dangereux, la circulation à gauche, les manœuvres défectueuses, le non respect du panneau stop, le non respect de la distance de sécurité, l'entrée imprudente dans la circulation, les

changements brusques de couloirs de marche, les chocs arrière, le non respect aux feux tricolores, le défaut de permis de conduire et la conduite en état d'ivresse (voir les détails dans le tableau correspondant).

Fâcheuses conséquences des Accidents de la circulation

D'importants dégâts sont occasionnés chaque jour du fait des nombreux accidents de circulation. Les plus dramatiques sont les conséquences humaines. Des morts, des blessés et des handicaps à vie sont à l'origine de malheurs, de traumatismes et de souffrance dans les familles et la société en général. Sur le plan matériel, les accidents sont à l'origine des destructions des biens publics et privées (route, éclairage public, bâtiments, voitures, marchandises, et autres biens matériels). Plusieurs conséquences également sur l'environnement dans la société.

Plusieurs recommandations

La rencontre de Sokodé a été l'occasion pour les acteurs impliqués de réfléchir sur les voies et moyens pour freiner cette recrudescence des accidents de la circulation. Au nombre des résolutions prises, il a été convenu d'intensifier la sensibilisation des acteurs impliqués dans ce secteur, de réviser les textes légaux et réglementaires applicables notamment à travers l'adoption du décret d'application du nouveau code de la route (décret déjà intervenu à l'issue du conseil des ministres du mercredi 27 novembre 2013). Il a été également recommandé la création de la direction du contrôle routier au sein du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile (par un arrêté interministériel pour coordonner les actions de la police et de la gendarmerie), la réorganisation du contrôle routier par l'élaboration

d'une nouvelle stratégie; la formation des personnels des forces de sécurité pour plus de professionnalisme et l'identification des documents à contrôler sur les véhicules et les usagers de la route.

Les accidents de la circulation ne sont pas une fatalité.

Pour limiter ou mieux éradiquer les accidents de circulation, il urge aujourd'hui qu'il y ait :

- Une prise de conscience collective sur la gravité de la situation
- La volonté et l'engagement pour lutter contre ce fléau;
- L'observation rigoureuse des prescriptions du code de la route;
- La restauration de l'autorité de l'Etat sur nos axes routiers doublée du professionnalisme des agents préposés au contrôle.

Germain POULI

NOMBRE D'ACCID	NOMBRE MORTS	NOMBRE BLESSES
4295	516	6345

COMPARAISON SUR 5 ANS

	ANNEE 2009	ANNEE 2010	ANNEE 2011	ANNEE 2012	ANNEE 2013
NOMBRE ACCID	2335	3101	7889	8155	4295
NOMBRE MORTS	408	470	739	753	516
NOMBRE BLESSES	4273	6241	9376	9589	6345

SITUATION DES ACCIDENTS PAR CATEGORIE D'ENGIN

MOIS	NBRE D'ACCID			NBRE MORTS			NBRE BLESSES		
	POIDS LOURDS	POIDS LEGERS	2 ROUES	POIDS LOURDS	POIDS LEGERS	2 ROUES	POIDS LOURDS	POIDS LEGERS	2 ROUES
JANVIER	45	182	215	8	21	17	91	342	348
FÉVRIER	47	162	222	16	24	35	61	228	225
MARS	48	228	253	19	33	21	80	366	357
AVRIL	43	173	220	23	18	19	120	251	318
MAI	51	185	231	9	25	38	96	289	378
JUIN	34	160	249	7	14	23	73	229	364
JUILLET	75	129	266	9	19	31	125	356	362
AOUT	124	224	275	14	13	30	137	235	363
SEPTEMBRE	41	141	272	4	12	14	29	150	372
OCTOBRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NOVEMBRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DECEMBRE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	508	1584	2203	109	179	228	812	2446	3087

LES ECHOS DE LA FOIRE

La 11e Foire Internationale de Lomé (FIL) a démarré le 29 novembre dernier. Comme à l'accoutumé, le Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF), n'a pas perdu de temps. Déjà aux premières heures, « Togo 2000 » a vibré au rythme de cette foire de fin d'année marquée par plusieurs activités habituelles à cet événement et à des innovations. Après le lancement officiel, plusieurs journées se sont déjà succédé. Une semaine après l'ouverture, retour sur les activités qui ont déjà marqué de manière indélébile le cœur des exposants et des visiteurs.



Un lancement officiel en présence de plusieurs personnalités togolaises et étrangères

À la cérémonie de lancement officielle de la 11e FIL le vendredi 29 novembre dernier au CETEF, on pouvait noter la présence du Président de l'Assemblée Nationale, l'honorable Dama Dramani qui a représenté le Chef de l'État ainsi qu'une forte délégation ministérielle. Étaient aussi présents le ministre des PME, de l'artisanat et du commerce de la République Gabonaise, M. Fidèle Mengue Me Engouang, M. Lawson Laurent, chef de la délégation suédoise et d'autres personnalités dont des opérateurs économiques et des visiteurs.

exposants.

Le Gabon a fait tache d'huile avec le Forum Economique Gabon Emergeant

Le samedi 30 novembre, second jour de la foire, c'était aux couleurs verte, jaune et bleue et aux rythmes percutants d'un pays de l'Afrique équatoriale que la foire a vibré. Toute cette journée a été dédiée à l'un des pays invités d'honneur, le Gabon. Cette journée a aussi démarré avec la présence du Président de l'Assemblée Nationale et d'autres autorités togolaises et gabonaises.

La journée du Gabon a été marquée par un forum dénommé, Forum Economique Gabon Emergeant qu'a

part, Mme la ministre du commerce du Togo a décrit le climat des affaires au Togo, un climat d'affaire favorable qui donne des raisons à la possibilité d'investissement dans notre pays.

Après le passage des opérateurs économiques gabonais qui ont parlé des activités de leur société, les participants ont dégusté les plats gabonais avant d'assister à un spectacle culturel gabonais qui a refermé cette journée dédiée au Gabon.

Journée de la Suède, un pays de haute technologie

La Suède était à l'honneur le lundi 2 décembre dernier. La délégation suédoise conduite par Laurent Lawson, Président du Réseau des Opérateurs Économiques de la Région de la Scanie (BNO-Kosmopolit) a exposé aux participants à cette journée les opportunités d'affaire qu'offre la Suède. À entendre le chef de cette délégation, la Suède cherche à s'exporter dans les pays francophones. Elle cherche alors à faire du Togo le centre des affaires de la Suède dans les pays de l'UEMOA. Au moins 11 sociétés suédoises sont présentes à la 11e FIL et vont investir au Togo pour un partenariat gagnant-gagnant.

D'après l'exposé de Laurent Lawson et d'autres opérateurs économiques suédois, la Suède est un pays qui a de la haute technologie. Contrairement aux pays pauvres où les populations attendent tout du pouvoir, en Suède comme dans d'autres pays développés, chaque enfant dès son plus jeune âge cherche à créer quelque chose de nouveau. Cette envie de toujours découvrir fait alors de la Suède un pays de haute technologie caractérisé par l'installation de plusieurs entreprises qui emploient des milliers de personnes et font un chiffre d'affaire important. Cette avancée en technologie doit alors intéresser aussi les opérateurs économiques togolais. La Suède étant un pays pauvre au départ, les Suédois ont vite fait d'aller à l'étranger pour apprendre la technologie et retourner pour développer leur pays. Une symbiose entre les Togolais et les Suédois permettra alors aux deux parties de sortir gagnantes.

Cette journée de la Suède doit alors inciter les togolais à saisir les opportunités d'affaires qu'offre ce

pays. Selon le chef de la délégation suédoise, ce sont les opérateurs économiques qui développent le pays.

Journée de l'agriculture, une volonté des autorités de faire de l'agriculture la pierre angulaire de l'économie togolaise

La 11e FIL a consacré la journée du 3 décembre au monde agricole. Plusieurs personnalités à l'instar de l'ambassadeur d'Égypte au Togo, ont pris part à cette journée. Les responsables de divers projets élaborés par le Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche ont eu l'opportunité de présenter les projets qu'ils pilotent et ceux à venir aux participants.

Le grand programme de ce ministère est le Programme Nationale d'Investissement Agricole et de Sécurité alimentaire (PNIASA). Ce programme est composé d'une première génération de trois projets. Il y a le Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo (PADAT). Ce projet s'intéresse aux zones les plus défavorisées et à la production et à la valorisation des produits dans les filières riz, maïs et manioc. Les deux autres projets sont le Projet d'Appui au Secteur Agricole (PASA) et le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest – Projet Togo (PPAACO-TOGO) qui génère et vulgarise des technologies éprouvées au Togo et dans la sous-région.

Après cette première génération de trois projets du PNIASA, la seconde génération arrive en 2014 avec le Programme National de la Promotion de l'Entreprenariat Rural. Ce programme s'intéresse aux jeunes des zones rurales pour diminuer le taux de l'exode rural, selon le Secrétaire Général du MAEP, M. Lamboni Mindi. Il renferme un volet qui permet de former les jeunes au métier d'agriculteur, de transformation et d'exportation des produits agricoles et un autre volet qui facilite l'accès au crédit aux jeunes promoteurs dans le secteur agricole.

Pour réussir tous ses projets, les structures de l'État comme de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT), accompagne les agriculteurs pour leur permettre d'accroître leur production. L'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) aussi s'investit dans les recherches pour la transformation des

produits agricoles. Aujourd'hui, l'agriculture togolaise est un secteur qui offre plusieurs opportunités aux investisseurs. Il est alors accompagné par des partenaires comme la banque mondiale, l'Égypte, l'Allemagne et l'Israël.

Journée Ba'al de Togotelecom, les fidèles clients récompensés

Débuté il y a 5 ans déjà, le programme de récompense de Togotelecom Ba'al « bonheur partagé » a encore fait des heureux bénéficiaires ce mercredi 4 décembre sur le site de la foire. Ils étaient nombreux, ces clients de Togotelecom à recevoir des récompenses pour leur fidélité. Des T-shirts aux enveloppes contenant des sommes à pourvoir, les cadeaux étaient diversifiés et correspondaient au degré de fidélité des clients. Pour l'avocat qui accompagne ce programme, le choix des clients fidèles est fait en toute légalité.

Cette journée Ba'al a été une occasion pour la référence de la téléphonie mobile au Togo d'apporter une bonne nouvelle aux clients. En effet, le client est désormais plus valorisé avec sa carte de fidélité. Togotelecom met à la disposition de ses clients 4 cartes de fidélité à savoir la carte « Platinum », « Gold », « Silver » et « Bronze ». En plus des prix offerts trimestriellement et annuellement, la carte de fidélité permet au détenteur de profiter des concerts géants gratuits, des événements VIP, des réductions immenses, des cadeaux-surprises lors des moments forts comme mariage, anniversaire... Le client peut aussi profiter de jeux et des offres exclusives. Par ces gestes, Togotelecom témoigne alors sa gratitude à sa clientèle.

Hier jeudi, le Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé a accueilli les journées de la BTB, banque nouvellement privatisée et du Port Autonome de Lomé le poumon de l'économie togolaise.

Après une semaine, le DG du CETEF dans une interview accordée à nos confrères de africardv affirme que tout se passe bien comme il était prévu. Plusieurs activités vont aussi meubler la deuxième semaine de la foire. Entre autres activités il y a des rencontres B to B des journées consacrées à des sociétés, des spectacles...

Londou KAWANA



M. Kuekou Banka, Directeur du CETEF, a souligné que la 11e FIL rassemble des opérateurs économiques venant d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique. 21 pays au Total sont présents à cette foire et occupent une surface légèrement supérieure à celle de l'année dernière. Le CETEF a alors introduit beaucoup d'innovations en ce qui concerne les entrées, les sorties et le séjour sur le site pour donner plus de confort aux exposants et aux visiteurs.

Après le discours d'ouverture de Mme Leguezim-Balouki, ministre du commerce, la coupure du ruban symbolique par le président de l'Assemblée Nationale a fait place à la visite des stands par les autorités. Ils ont visité le pavillon Agou où se trouvent les stands des pays invités d'honneur, le Gabon et la Suède notamment. La visite s'est achevée au pavillon Oti. Cette visite a alors donné la voie libre aux premiers visiteurs pour rentrer en contact avec les

organisé l'Agence de Promotion des investissements et des Exportations (APIEX). Dans son intervention, Dr Minko-Mi-Nsème Sylvère Aboubakar, ambassadeur du Gabon au Togo a souligné que le Togo entretient de bonnes relations avec son pays. « La participation du Gabon à cette foire en qualité de pays invité d'honneur et la tenue de ce forum prouvent à suffisance que la relance ou la redynamisation des échanges commerciaux entre le Gabon et le Togo est en marche. », a-t-il affirmé. Il a alors invité tous les opérateurs économiques présents à la foire à s'imprégner du Plan Stratégique Gabon Emergeant (PSGE), qui donne une place prépondérante aux relations Sud-Sud. Le PSGE est un projet ambitieux du président gabonais qui s'articule en trois points à savoir le Gabon vert, le Gabon des services et le Gabon industriel. Ce projet vise à faire du Gabon un pays émergent à l'horizon 2025. Pour sa



Revirement à 180 degré dans les objectifs des manifestations

LES MARCHES ROUGE ET NOIR, LE «KPATIMA» ET LA NUDITE A QUELLES FINS ?



Le Collectif Sauvons le Togo est encore dans les rues ce matin. Une énième marche ou une première d'une série, c'est selon qu'on soit militant, simple observateur ou Me Ajavon Zeus en personne. Après la marche « noire » des femmes le vendredi et samedi dernier, c'est au tour de la couleur rouge de faire son apparition au bénéfice d'une marche ce vendredi.

Après que plusieurs observateurs de la vie politique aient réagi pour condamner les errements des responsables du CST qui, en même temps qu'ils publient un semblant de rapport qu'ils disent avoir mis à la disposition de la justice demandent la libération des détenus sans aucune

forme de procès, on assiste cette fois-ci à un recadrage d'objectifs. Me Ajavon Zeus déclarait : « Nous organisons cette marche rouge pour exiger que justice soit faite dans cette affaire d'incendie des marchés. Nous avons indiqué les vrais coupables. C'est à la justice de faire les investigations dans ce sens et de remettre en liberté toutes les personnes incarcérées ». Même si la libération des détenues n'est toujours pas occultée, il faut noter que cette fois-ci, l'objectif principal est la tenue d'un procès pour situer l'opinion.

Lors de la marche en noir du vendredi et samedi dernier, les responsables du CST-FRAC-ANC exigeaient la

libération pure et simple des personnes détenues. « Cette marche, c'est pour la libération de nos frères et époux qui sont détenus dans l'affaire des incendies des grands marchés de Lomé et de Kara. Ils n'ont rien à voir dans cette affaire. Pour cela, nous serons toutes en noir », a déclaré la responsable des femmes du FRAC. Que savent-elles de ce dossier ? Rien, si ce ne sont les conneries du polar intitulé « Rapport du CST sur l'affaire des incendies des marchés de Kara et de Lomé ».

Une fois encore, les responsables du CST font ce qu'ils savent faire de mieux : la délocalisation d'affaires de justice sur le terrain politique et dans les rues. On se souvient des Affaires Kpatcha, Bodjona et autres. Cette fois, ils doivent se sauver eux-mêmes. Jean Pierre Fabre, lui-même inculpé dans cette affaire disait lors de la marche hebdomadaire du CST-FRAC-ANC du samedi 23 novembre : « Dans cette affaire d'incendie, nous sommes arrivés à comprendre que les détenues et les inculpés n'ont rien à voir dans cette affaire. Les vrais coupables sont ailleurs. C'est pourquoi les femmes du CST et du FRAC sont déterminées d'organiser une manifestation pour protester contre les détentions arbitraires ».

Pablo ZOUBE

Zoom sur les Enseignants Volontaires

ENVIRON 8.000 ATTENDENT ENCORE LA BOUEE DE SAUVETAGE DU GOUVERNEMENT MISERE, PRECARITE : LES RESPONSABILITES SONT PARTAGEES

Lors de son discours au soir du 26 avril, le Chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBE avait évoqué le cas des Enseignants Volontaires (EV), dont la situation interpelle à plus d'un titre. Sept mois après, un concours de recrutement, dont les résultats sont connus depuis le 14 novembre, vient de faire 5.000 nouveaux fonctionnaires issus de leur rang. Il s'agit du concours de recrutement des enseignants volontaires du primaire.

Dès sa création en août dernier, la Syndicat National des Travailleurs de l'Enseignement du Togo, SYNTET a fait de ce problème son cheval de bataille. Lors d'un point de presse tenu le mercredi 20 novembre dernier, ce syndicat s'est réjoui du recrutement des 5.000 enseignants volontaires du primaire et a sollicité du gouvernement d'étendre le recrutement aux volontaires du secondaire.

Les EV estimés à 8.500 dans l'enseignement primaire dont les 5.000 recrutés lors du dernier concours et à environ 5.000 dans le secondaire sont les laissés pour compte du monde éducatif. Si au primaire ils sont organisés à travers un syndicat qui milite pour leurs droits, au secondaire, leur organisation est encore à ses balbutiements. Selon les informations que nous avons obtenues auprès de certains EV et du SYNTET, ils sont à la phase de la création des syndicats préfectoraux.

En plus de ce manque d'organisation, leurs conditions de vies ne sont guère enviables. Partout où on est passé, les EV sont perçus comme des larbins à la merci de leur chef d'établissement. Par endroit, ils présentent bonne mine mais dans la majorité des cas, ils se reconnaissent à vue d'œil car ils « sacralisent » la misère et la précarité. Nous nous demandons à ce propos, qui appelle-t-on enseignant volontaire ? Que gagne-t-il ? Qui le paye ?

L'enseignant volontaire est le diplômé qui, faute d'avoir réussi à un concours national de recrutement des enseignants, offre ses services à une école officielle pour un salaire payé sur le budget autonome des écoles. Budget qui est constitué à partir de cotisations parallèles. Il faut donc distinguer les EV des écoles reconnues comme écoles officielles et les Ecoles d'Initiative Locale (EDIL). Dans le second cas, les cotisations parallèles n'existent pas et les EV sont directement pris en charge par les communautés. Depuis l'application de la gratuité

de l'école primaire, les EV des dites écoles ont été docharisés et le dernier concours vient apporter une solution à leur situation.

En dehors des EV dans les EDIL et écoles primaires, ceux des écoles officielles, surtout des Collèges et Lycées devaient jouir d'une meilleure situation. L'idéal serait qu'ils soient tous reversés à la fonction publique. Mais en attendant, leurs chefs d'établissement pourraient leur offrir de meilleures conditions de vie en revoquant leur salaire à la hausse. Pour un EV dans un CEG qui fait 21 heures de cours, qui assume les mêmes charges qu'un enseignant de catégorie A2 payé à 105.000 francs CFA dans la fonction publique, le salaire varie entre 35 et 45.000 à Lomé. Au lycée, l'équivalent de la catégorie A1 payée à 116.000, les salaires sont autour de 60.000. Si on y ajoute les indemnités forfaitaires de 20 et 30.000, l'écart qui était déjà écrasant le devient plus encore.

Pourtant, ce ne sont pas les moyens qui manquent. Dans les écoles de Lomé, avec les effectifs qu'on connaît, les chefs d'établissements appliquent des cotisations parallèles de 3.000 pour les CEG et 5.000 pour les Lycées. A cela s'ajoute quelques fois des frais que ces directeurs encaissent pour bail de terrain aux sociétés de téléphonie mobiles pour installation d'antennes de relais et qui se chiffrent à des millions. Dans un établissement que nous avons visité, le nombre des élèves est de 1.300 environ, soit 6.500.000 francs de cotisation parallèle. La grande partie de ces fonds doit normalement être destinée à l'amélioration des infrastructures scolaires et au salaire des EV. Cependant le volet infrastructure a disparu de cette ligne budgétaire des écoles mais le contrepoint ne se fait pas du côté des salaires des enseignants volontaires.

En attendant que l'Etat ne puisse faire face aux multiples revendications des fonctionnaires émergeant sur son budget, qu'il recrute progressivement les EV et les agents hospitaliers qui émergent sur les budgets autonomes, il revient aux chefs d'établissement et aux responsables des formations sanitaires de gérer les ressources de manière transparente pour aider l'Etat dans sa politique d'un emploi décent pour tous.

P. ZOUBE

Billet

LES MANIFESTATIONS DU CST OU LE FAUX BUSINESS DES POPELINES ROUGES ET NOIRES

Depuis sa création, le Collectif Sauvons le Togo a inauguré une nouvelle ère dans les marches hebdomadaires qu'animait le FRAC et l'ANC. Avec Zeus et compagnie, sont nées les marches au Kpatima et les marches des femmes en partie ou totalement nues. Le meilleur reste l'inauguration des marches entre « le rouge et le noir », mieux que Stendhal lui-même aurait pu l'imaginer.

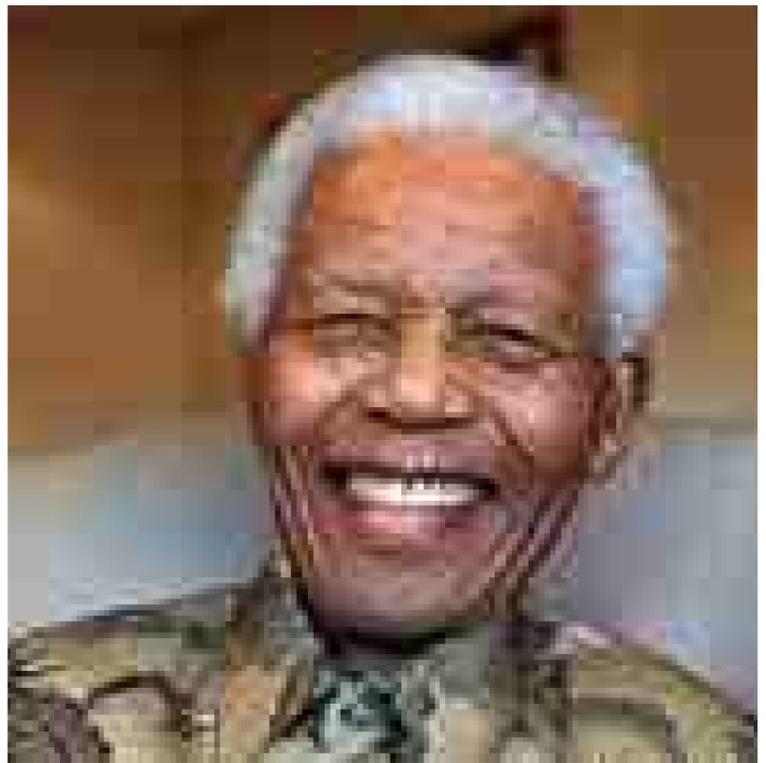
Dans nos tentatives de comprendre le symbolisme de ces variantes colorées, nous nous sommes rendu compte que ces couleurs n'avaient aucune signification pour les organisateurs de ces marches. Le choix des couleurs serait alimenté par des desseins mercantilistes.

Il nous a été rapporté dans nos investigations que l'un des responsables du Collectif Sauvons le Togo dont nous taisons l'identité aurait des accointances avec un importateur de tissus-popeline. Le choix des couleurs n'aurait pour objectif que de lui permettre d'écouler ses stocks de ses tissus-popelines dont les couleurs rouge et noir se vendent difficilement.

Malheureusement, la stratégie de marketing n'a pas pris, car la mévente est toujours criarde. La faute aux manifestants démobilisés par les errements de ces « girouettes politico sociales », qui se bousculent de moins en moins aux portillons de ce conglomérat d'hommes d'affaires et qui rechignent à se vêtir de ces couleurs lugubres, symbole des pires malheurs dans nos traditions.

Sacré CST !

“ MANDELA NOUS A QUITTES... IL EST MAINTENANT EN PAIX ”



L'ancien président sud-africain Nelson Mandela est mort jeudi 5 décembre, a annoncé le président sud-africain Jacob Zuma.

"L'ex-président Nelson Mandela nous a quittés (...) il est maintenant en paix. La Nation a perdu son fils le plus illustre", a déclaré le président Jacob Zuma lors d'une intervention en direct peu après 22h40, avant de rendre un long hommage à l'ancien président sud-africain. "Il s'est éteint en paix (...). Notre peuple perd un père", a-t-il ajouté avant d'annoncer que les drapeaux seraient mis en berne à partir de vendredi et jusqu'aux funérailles d'Etat dont il n'a pas annoncé la date.

Exprimons la profonde gratitude pour une vie vécue au service des gens de ce pays et de la cause de l'humanité", a-t-il enchaîné, précisant que Nelson Mandela était décédé vers 18h15. "C'est un moment de profond chagrin (...) Nous t'aimerons toujours Madiba."

"Comportons nous avec la dignité et le respect que Madiba personnifiait", a ajouté Jacob Zuma, qui a utilisé le nom de clan du héros de la lutte contre l'apartheid, un nom utilisé familièrement par tous les Sud-Africains pour désigner leur idole.

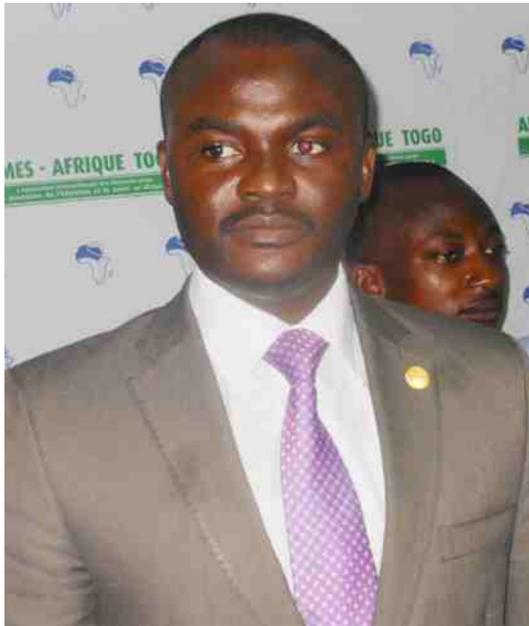
Nous y reviendrons

Source AFP

Formation en médecine humanitaire AIMES-AFRIQUE VA RENFORCER LA CAPACITE DE 25.000 AGENTS DE SANTE DU 21 AU 29 DECEMBRE

L'ONG AIMES-AFRIQUE, avec le soutien de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et le Ministère de la Santé, organise du 21 au 29 décembre prochain une formation en faveur du corps médical togolais sur la médecine humanitaire. Prévue pour se dérouler en deux phases avec un effectif cible de 25.000 agents de santé dans 40 districts sanitaires des 6 régions sanitaires du pays, cette formation est placée sous le thème « Engagement des Agents de Santé dans l'atteinte des OMD au Togo : problématique des soins de santé en milieu rural ».

L'objectif de cette formation est selon Michel KODOM, président D'AIMES-AFRIQUE, d'apporter un bagage technique aux agents de santé, mais aussi explorer d'autres champs tels que la santé publique, l'inter culturalité, la géopolitique, le co-développement, le développement durable et le droit humanitaire. « Le problème de la formation des agents de santé en milieu précaire est qu'elle relève du volontariat du candidat ; elle est rarement prévue par les écoles de formation médicales, les facultés voire le Ministère de la Santé avant un départ d'intervention. D'où cet écart perceptible entre, d'une part, l'attente forte des candidats en matière de formation et d'autre part, le nombre finalement restreint des agents de santé qui y restent. », explique-t-il.



Les agents de santé seront formés sur des modules relatifs à la compassion et médecine humanitaire, les compétences de leadership et le volontariat au sein du corps médical, la médecine humanitaire : questions et enjeux, la compassion et l'humain, les relations humaines et la confiance en soi, la planification et la gestion du temps, la communication etc. Cette initiative de l'ONG AIMES-AFRIQUE compte se prolonger avec deux formations par an au bénéfice des agents de santé

P.K

Sortie d'album TOTO TCHILATCHI LANCE « NEW AGE »



S'il y a un artiste musicien, interprète puis compositeur qui est très connu même avant d'avoir son premier album, c'est bien Toto Tchilatchi. Le jeune artiste togolais très connu pour son timbre vocal et sa polyvalence avec les différents instruments de musique a entamé sa carrière musicale dans les années 1990 avec son appartenance à des groupes musicaux les plus célèbres du Togo à l'instar de Mélo Togo, ABC, etc. Très jeune, Toto

Tchilatchi a connu les sommets de la musique togolaise avec des artistes de renoms comme Jmi Hope, Akofa Akoussa, Fifi Rafiatou, Yao Attivor, etc. Voulant coûte que coûte faire carrière dans le domaine, Toto a depuis quelques années son orchestre avec lequel il fait plusieurs scènes et accompagne plusieurs artistes de la place pour leurs concerts live. Mais son jour est finalement venu et il fait sa grande entrée dans le cercle

des artistes togolais confirmés. Samedi, 30 novembre, il a lancé son premier album. Estampillé « New Age », comme pour dire qu'il a commencé une nouvelle phase de sa carrière. L'album de 10 titres est chanté en anglais, français et Ewé (langue du sud-Togo, Sud-Ghana et Sud-Bénin). Entre autres titres, « Mina Miavo », « Maman », « Nulake », « Mi Heyi », tous en live. Sur l'album, Toto Tchilatchi dénonce des faits de société, le phénomène des enfants de rue, les déshérités. Il fait du live avec son orchestre Dural. L'artiste fait de la world music. Il annonce son ambition de participer à des festivals à l'étranger. Le concert dédicace de l'album est prévu pour les prochains jours. Toto Tchilatchi n'est pas du tout un débutant. Il a déjà partagé des scènes avec plusieurs togolais et étrangers dont Sassou Koudou, Thierry Nkelly Faha, Bally Pinto, Jacob Devarieux du grand groupe Kasav lors du défilé de mode de l'artiste-styliste Jenny Kakpo.

La Rédaction

Refus de pièces usées UN PHENOMENE QUI S'ACCENTUE

Il est très fréquent de se voir refusé une pièce parce que l'on estime qu'elle est usée. Dans d'autres cas ce sont les billets que les revendeuses déclinent arguant que lesdits billets seraient trop vieux. Et dans la plupart des cas, ces situations se terminent mal. Une dame, victime du refus de ses pièces alors qu'elle venait d'acheter du thé nous raconte : « Le tenancier de la cafeteria refuse mes trois pièces de 200 francs (pièces qu'elle exhibe). Regardez, s'il vous plaît, est-ce que ces pièces sont inutilisables ? ». Ses lamentations venaient du fait que le gérant de la cafeteria avait gardé son gobelet et disait qu'il ne le lui rendrait que si elle revient avec des pièces d'un aspect acceptable. Comme quoi, le phénomène des pièces usées

peut nous empêcher de prendre nos repas. Et pourtant, après observation minutieuse nous avons confirmé le bon état de ces pièces.

Plus loin, nous avons également assisté à une vive dispute entre un conducteur de mototaxi et un jeune étudiant. Le premier avait rejeté une pièce de cinquante francs que le jeune lui avait remise. Il a fallu de peu pour qu'ils en viennent aux mains, n'eût été l'intervention des passants.

Il est clair que le refus des pièces ou de billets est un phénomène courant. Nous devons reconnaître que dans la plupart des cas, il y a exagération. C'est le lieu d'en appeler à la conscience de chaque citoyen.

Denis GOSSOU (Stagiaire)

COMMUNIQUE

La Direction du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé informe toute la population togolaise que le Ticket d'entrée à la 11e Foire Internationale de Lomé est de 300F de Lundi à Vendredi et de 500F les samedi et Dimanche.

VOTRE NOUVEAU PARTENAIRE, C'EST LUI!

Voici le *tout-en-un*, le smartphone révolutionnaire qui change toute la donne en télécommunication. Vous avez un GSM et un Illico, plus besoin de tenir 2 portables.

FIN DU SUSPENS

Enfin, vous le découvrez dans toute sa splendeur accompagné des dernières applications en vogue qui vous propulsent au top de la technologie. Ce que vous devez avoir, avant d'entrer dans les détails, c'est qu'à l'achat, vous n'avez pas besoin de le charger: utilisez-le!

DOUBLE SIM ILICO/ GSM ET PLUSIEURS APPLICATIONS

Voici un smartphone qui vous permet d'utiliser votre carte SIM illico et votre puce GSM dans un même appareil. Fini les encombrements dus au transport de plusieurs portables. Le Smartphone 3XL vous facilite la vie avec des options adaptées:

- Connexion WiFi
- Débit Internet maxi: 2,8 Mb
- Hot spot (6 connexions Internet instantanées)
- Navigation Internet sur écran tactile
- Navigation via écran d'ordinateur (modem)
- Système androïde
- Capacité de stockage: 32 Gb
- GPS et applications GOOGLE de base intégrés
- Camera
- Lecteur audio/ video

ECONOMIE SYSTEMATIQUE SUR CHAQUE APPEL

Ce smartphone de marque Ascend Y210C vous séduit tout de suite par sa forme extra-plat et sa couleur noire-élégant. Avec la carte SIM Illico que vous allez y introduire votre coût d'impulsion sera le moins cher au Togo: 36 FCFA TTC/ mn et moins de 0 FCFA parfois.

En effet, plusieurs promotions hebdomadaires et permanents vous permettent de communiquer souvent en illimité.

Pour tout renseignement, appelez le 112!

LE PACK 3 XL: LE CADEAU IDEAL DE FIN D'ANNEE

Il n'est pas arrivé seul. Le smartphone Ascend 210C de TOGO TELECOM est accompagné d'un certain nombre d'avantage regroupés en pack.

NE PERDEZ PLUS DE TEMPS

L'heure est venue de dépenser utile. Quelle est donc votre priorité à l'heure des Technologies d'information et de Communication? Vous avez eu, auparavant, un téléphone fixe sans écran, ensuite un fixe sans fil avec écran classic, puis un fixe sans fil avec camera, connexion INTERNET, RADIO FM, ETC. Aujourd'hui vous avez atteint une autre étape. Vous avez plus d'envies et de besoins. Vous vivez une autre époque, une époque où tout va très vite; parfois trop vite.

VOICI LE PACK DE VOS RÊVES

Sauf si vous avez un outil qui vous permet d'avoir tout en vous déplaçant moins. C'est le rôle du smartphone Ascend Y210 de TOGO TELECOM. Découvrez en exclusivité le pack qui change tout: le PACK 3 XL. Il est composé de:

- un smartphone Ascend 210C
- une carte SIM Illico
- 2000 FCFA de crédit voix
- 10 000 FCFA de crédit Internet (2GO en volume)
- activation Internet

MAIS C'EST PAS TOUT

Dès que vous entrer en possession de votre smartphone, à chaque mois que vous communications s'élèveront à au moins 5000 FCFA, vous aurez droit à 2000 FCFA de crédit voix et 10 000 FCFA de crédit Internet. Cette offre est valable jusqu'en Février 2014.

Si vous n'êtes pas encore en train d'acheter votre pack, appelez le 112!